

CONFERENCE FOI ET JUSTICE AFRIQUE ET RELATIONS FRANCE-AFRIQUE

Gustave Massiah
15-03-2017

Présentation de l'intervenant (prise en cours...)

Nous avons créé une maison d'associations de culture populaire qui était au départ rue de Nanteuil qui continue toujours bien qu'elle ait déménagé et qui se trouve maintenant rue Voltaire dans laquelle il y a 86 associations de solidarité internationale qui sont des associations du monde entier d'une certaine manière et qui continuent à être très actives. Et c'est à partir de là que je me suis retrouvé notamment associé à la création du CRID, (Centre de Recherches et d'Informations pour le Développement), dont vous êtes partie prenante active. Le CRID a été créé en 1977, à un moment dont on pourra peut-être reparler dans la discussion qui était un moment d'une certaine manière de crise du tiers-mondisme et de débats publics extrêmement forts avec le courant qu'on appelait le courant des nouveaux philosophes ; j'en parle parce qu'aujourd'hui on les voit beaucoup ressortir. Et nous avons créé cette association qui regroupe une quarantaine d'associations dont les plus importantes de la solidarité internationale qui sont le CCFD, le secours catholique, le secours islamique, la cimade, ligue des droits de l'homme, Greenpeace, etc... ; donc une association qui a regroupé, petit à petit, tous les courants de pensée qui veulent se battre sur la question de la justice, de la solidarité, surtout sur la solidarité internationale. A partir de là, nous avons participé à la création des forums sociaux mondiaux, à partir de 2000, et nous avons essayé de construire un courant de solidarité internationale dont nous pourrions reparler.

INTRODUCTION

Le thème que nous avons retenu c'est la situation actuelle de l'Afrique et les relations entre la France et l'Afrique. Ce sont deux questions qui sont liées mais qui ne sont pas identiques. Ce à quoi je propose de réfléchir c'est de prendre l'histoire comme un élément de méthode important ; vous le savez, l'histoire ne s'écrit pas du passé vers le présent. En fait, en général, on se pose des questions aujourd'hui, dans le présent ; et les questions que nous nous posons dans le présent, ce sont des questions pour préparer l'avenir ; donc ce sont des questions sur l'avenir ; et, pour préparer l'avenir, nous revenons dans le passé pour comprendre comment répondre aux questions auxquelles nous sommes confrontés ; non pas pour refaire exactement ce qui a été fait auparavant, non pas pour faire le contraire non plus, mais justement pour se nourrir du passé, comprendre ; et donc c'est une gymnastique pour nous, l'histoire, entre le présent, l'avenir et le passé.

Et donc je proposerai une réflexion qui sera un peu comme ça : quelles sont les questions qui se posent à l'Afrique aujourd'hui ? et de revenir dans quelques étapes du passé dont la première étape dont nous pouvons tirer beaucoup de leçons car, en réalité, elle n'est pas terminée, c'est la décolonisation. Il faut toujours avoir cela en référence pour comprendre ce qu'a été la décolonisation et où en est aujourd'hui la décolonisation.

C'est une première réflexion qui lie l'avenir de l'Afrique à son passé. Et puis, effectivement, il y a une deuxième phase sur laquelle il est intéressant de revenir, c'est la crise de la décolonisation ; et la crise de la décolonisation à travers deux grandes questions qui se posent à l'Afrique et à nous. La première grande question c'est l'évolution des régimes et des états : comment comprendre et caractériser l'évolution des régimes et des états ; quelles sont les perspectives qui sont ouvertes par rapport à ça ? Et la deuxième c'est la question de l'Afrique dans la mondialisation et dans la situation politique mondiale, notamment à partir de 1977, c'est-à-dire à partir du moment où s'impose une nouvelle doctrine, d'une certaine manière, qui est celle de l'ajustement structurel qui caractérise la mondialisation aujourd'hui et dont l'Afrique va être particulièrement marquée. Donc, effectivement, c'est un peu cela qu'il faut comprendre : comment se fait l'évolution de l'Afrique dans le monde par rapport à cette nouvelle doctrine qui s'impose à chaque pays et à chaque africain d'une certaine manière, comme elle s'impose d'ailleurs aux autres parties du monde mais avec des spécificités suivant chaque partie ? Puis effectivement la question est : quelle situation vivons-nous aujourd'hui ? Dans quelle situation vivons-nous ? Dans quelle situation se trouve l'Afrique aujourd'hui ? Donc, voilà les trois questions, d'une certaine manière, que j'ai pensé aborder ; et, évidemment, la question des relations de la France et l'Afrique qui traversent ces trois périodes.

Alors, si vous en êtes d'accord, je proposerai qu'on utilise une méthode de travail commune qui, en général, permet une vraie participation et un vrai échange. Donc, ce que je vous propose, c'est que vous vous partagiez par groupe de 7 ou 8, 4 ou 5 groupes, en essayant de ne pas vous retrouver entre amis – j'imagine que vous êtes tous des amis... – mais, entre personnes qui se connaissent très bien. Pendant cette demi-heure, que vous vous présentiez les uns les autres pour vous connaître un peu mieux ; et ensuite, que vous essayez de dire quelles sont les questions que vous vous posez par rapport à l'Afrique et que vous pensez que l'Afrique se pose par rapport, à la fois, à l'évolution de l'Afrique, surtout par rapport à l'avenir et les relations entre la France et l'Afrique. Et que chaque groupe désigne un rapporteur ou une rapporteuse, ou rapportrice, et que, finalement, chaque groupe pose trois questions à l'ensemble en disant : voici une question, un point qui nous paraît important ou voici une question que nous nous posons et que nous aimerions traiter ou voir traiter. Et ensuite, nous nous retrouvons et les rapporteurs posent les trois questions à l'assemblée. A partir de là, je ferai une intervention en essayant de tenir compte des questions et aussi en partant des miennes. Cela permettra d'être un peu plus participatif et d'avoir une réflexion commune. Et puis après – donc, ce serait un exposé d'une demi-heure trois quart d'heur – on ferait un débat général d'une demi-heure/trois quart d'heure dans lequel vous-mêmes pourrez donner vos points de vue et aussi revenir sur des questions que vous considéreriez comme n'ayant pas été abordées ou traitées.

RESTITUTION DES GROUPES

On va les écrire ; comme ça tout le monde les verra. Qu'est-ce qui veut commencer ?

Groupe 1 :

1. La première question : comment percevez-vous l'émergence de la société civile dans les pays d'Afrique, Afrique et Madagascar ?

2. 2^{ème} question : pouvez-vous parler un peu plus, expliciter, pour qu'on puisse mieux comprendre, les relations financières entre l'Afrique et la France ? Plus concrètement, par rapport au FCFA, aux APE.
3. La 3^{ème} question : quelle est l'importance des plaidoyers pour faire évoluer la situation de l'Afrique ? Pauvreté, instabilité et insécurité comme vous le connaissez... pour aider l'Afrique à sortir de ce marasme économique et sociétal.

Groupe 2 :

1. La première question : comment favoriser aujourd'hui une identité africaine dans un monde globalisé ?
2. Comment lutter contre l'injustice structurelle – nous avons parlé des régimes politiques, notamment des régimes de dictature et du climat – comment continuer à lutter contre cette injustice structurelle qui atteint beaucoup d'états ?
3. et la 3^{ème} question qui est en lien avec l'Europe Afrique : en campagne électorale, comment les candidats prennent en compte une politique extérieure, et notamment, par rapport à l'Afrique ? Nous constatons malheureusement qu'il y a très peu d'ouverture ou que c'est, comme le disait une participante, comme si on mettait du sparadrap au lieu d'une chimiothérapie pour des cas de cancer.

Groupe 3 :

1. Le plus grand problème de l'Afrique serait lié à l'accaparement des terres avec tout ce qui en découle, à savoir : la culture vivrière est détruite ce qui fait que les paysans qui sont en principe les nourriciers de la terre deviennent des gens qui meurent de faim, qui finissent par devenir des migrants pour aller vers l'occident.
2. Un autre point qui nous a paru un point clé c'est la corruption qui est généralisée ; c'est particulièrement choquant par rapport à l'éducation qui est rarement subventionnée ou pas subventionnée et par rapport au fait que les soins de santé ne sont pas pris en charge par le pouvoir.
3. Un constat qui a paru clair : le continent africain est celui où il y a le plus de pauvres. On a posé la question de la population du continent africain qui, en 2050, serait 2 milliards.

Groupe 4 :

1. Nous avons d'abord une question par rapport à l'alternance qui est si difficile pour les gouvernements africains. Quelles seraient les solutions de cette impasse ? Nous avons débattu par rapport aux informations données par l'association Tournons la page par exemple.
2. Une deuxième question par rapport à la décolonisation et ce sentiment que tout n'est pas achevé ; comment ça se fait ? Quels moyens l'Afrique se donne ? Qu'attendent vraiment les africains par rapport à la décolonisation ?
3. On faisait remarquer un attachement très personnel, très fort à l'idéologie politique ou ethnique dans les pays africains par rapport à leurs gouvernants. Alors, pourquoi ce lien si fort même si on découvre qu'il y a corruption, non respect des droits de l'homme ou injustice dans un gouvernement ?

Groupe 5 :

1. Notre première question ressemble un peu à la première question du groupe 1. Nous nous sommes demandé comment favoriser l'émergence d'une société civile qui puisse résister à l'achat des terres et des consciences.
2. La deuxième question c'est un constat et on a posé une question à partir de cela. Le sens du développement est différent selon les cultures, selon qu'on est africain ou qu'on est européen ; on n'a pas toujours le même sens du développement. Que faire pour aider les personnes ou les groupes à prévoir s'ils n'ont pas de quoi vivre ? La réflexion est allée du côté de la première question parce qu'on a dit : des gens viennent proposer de l'argent pour acheter les terres et ils ne pensent pas à l'avenir parce qu'ils ont besoin d'argent.
3. Et puis, nous avons appris que les francs cfa sont édités en Europe, ou en France. On voudrait savoir si c'est vrai.

INTERVENTION APRES LES QUESTIONS

Bie ! Merci beaucoup !

Nous avons quand même quinze questions ; mais, si vous les lisez bien, beaucoup d'entre elles sont déjà des réponses. Effectivement, je ne vais réagir, répondre aux unes après les autres. Je vais quand même essayer de développer une proposition de réflexion en tenant compte de cela et, si vous pensez qu'il faut revenir à vos questions, il y aura un débat après pendant lequel vous pourrez reposer la question en fonction de ça.

Il y a deux possibilités : soit de partir de la situation actuelle et remonter dans le passé pour essayer de la comprendre ; soit de partir quand même des grandes étapes pour arriver à la situation actuelle. On va essayer de mêler un peu les deux c'est-à-dire de définir quelques grandes questions de la situation actuelle ; et puis, après on reviendra pour voir comment ces questions se sont formées et comment un retour historique permet de mieux comprendre ces questions.

Parce que, finalement, l'élément essentiel que je voudrais souligner c'est que l'avenir est incertain et l'évolution est contradictoire. Il faut partir de cette double caractérisation de l'avenir. Parce, effectivement, il n'est pas écrit et donc il y a beaucoup de possibilités, y compris des bonnes. Il faut donc essayer de réfléchir par rapport à un avenir incertain et non pas de calquer l'avenir sur des idées préconçues qu'on aurait sur ce que devrait être l'avenir de l'Afrique. Et deuxièmement, c'est contradictoire, c'est-à-dire que nous sommes dans une situation dans laquelle des évolutions totalement différentes même opposées sont possibles. Il faut avoir ça en tête. Donc, il ne faut pas partir de certitudes, il faut partir de contradictions. Il faut regarder quelles sont les contradictions qui sont à l'œuvre et, par rapport à ces contradictions, quels sont les futurs possibles ou les scénarios possibles. Parce que, finalement, c'est cela qui donne une place, une certaine liberté d'initiative et d'action et de mobilisation. Parce que, en fait, si on fait cela, ce n'est pas pour savoir ce qui va arriver mais qu'est-ce qu'on veut faire. Il faut plutôt poser cette question : qu'est-ce qu'on veut faire ? En tant qu'individu et en tant que groupe. C'est d'autant plus important que nous sommes dans une situation très contradictoire comme je l'ai dit et dans une situation de rupture au niveau de l'évolution globale, au niveau de l'évolution mondiale ; et, donc, d'une certaine manière, les grandes contradictions que l'on voit dans le monde sont toutes en Afrique. Elles ont, elles peuvent prendre des formes spécifiques par rapport à l'Afrique, mais ce sont quand même les grandes questions

mondiales qui se posent aussi en Afrique. Et donc, il faut peut-être partir de là pour savoir quelles sont ces grandes questions qui concernent, qui interpellent l'avenir de l'Afrique.

Je dirais que, si on regarde la situation aujourd'hui, elle est caractérisée comme une situation de crise et cette situation de crise est souvent présentée comme étant une crise économique mais l'économie n'est que la conséquence. Il n'y a pas de crise économique en soi. La crise économique est la conséquence d'un certain nombre de déterminations ou de déterminants qui, d'une certaine manière, pèsent sur la situation mondiale et avec des questions ou des situations spécifiques pour l'Afrique, mais qui ne sont pas uniquement africaines. Il faut d'ailleurs se poser la question : peut-on parler de l'Afrique comme un tout ? Ou est-ce qu'il faut partir de situations différentes en Afrique ? Ma réponse serait oui et non. Oui, on peut parler de l'Afrique comme un tout ; ce qui renforce cela, c'est que nous sommes dans une phase de la mondialisation dans laquelle il y a un renforcement des spécificités des grandes régions. Donc, on peut dire que, sur l'ensemble de l'Europe, sur l'ensemble de l'Amérique du Nord, sur l'ensemble de l'Amérique du sud, sur l'Asie, il y a des situations un peu différenciées. C'est une nouvelle étape de la mondialisation d'une certaine manière. Il y a des différences d'évolution des grandes régions. Est-ce que l'Afrique est une grande région ? Oui, effectivement, elle est une grande région parce qu'il y a des conditions historiques qui expliquent qu'une partie des contradictions prennent des formes spécifiques à l'Afrique. Et donc, il ya une situation dans l'évolution de la mondialisation qui concernent un peu l'Afrique : et aussi on peut dire que, comme toutes les grandes régions, l'Afrique peut être analysée à partir des grandes sous régions qui présentent peut-être plus d'homogénéité à la fois du point de vue culturel et historique. Grandes régions qui sont en construction. Donc, si vous voulez, actuellement, on caractérise cinq grandes sous régions en Afrique qui sont: l'Afrique du Nord qui comprend essentiellement le Maghreb et l'Egypte ; la région de l'Afrique de l'ouest ; la région de l'Afrique centrale avec le Nigéria qui fait un peu pendant entre l'Afrique de l'ouest et l'Afrique centrale ; la région de l'Afrique de l'est et la région de l'Afrique australe ; et, en Afrique, on parle parfois d'une sixième sous région qui est la région de la diaspora africaine. Il faut déjà réfléchir en voyant que ces sous-régions commencent à se constituer et à construire un certain avenir de l'Afrique. C'est pour comprendre que cette évolution est importante.

Les grandes contradictions

Mais quelles sont **les grandes contradictions de la mondialisation** qu'on rencontre en Afrique ? Je veux juste les citer sans pouvoir passer beaucoup de temps là-dessus, mais ce sont les défis qui se posent à l'Afrique sous des formes spécifiques mais qui ne sont pas spécifiques à l'Afrique seule.

La première grande contradiction, c'est la contradiction sociale, ce sont les contradictions sociales. Et donc c'est effectivement la question de la pauvreté et notamment, aussi, la question de la misère, parce que la misère n'est pas la pauvreté. Mais la deuxième question qui est la plus fondamentale pour l'avenir du monde c'est la question des inégalités. D'ailleurs le sommet de Davos qui s'est réuni l'année dernière, pour la première fois – et ils savent de quoi ils parlent – a considéré que les inégalités étaient la question mondiale principale. Parce que le monde est beaucoup plus riche qu'il y a cinquante ans, l'Afrique est beaucoup plus riche qu'il y a cinquante ans, mais il y a plus de pauvres et les pauvres sont plus pauvres et les riches sont plus riches. Donc il ne faut pas oublier ça,

c'est un élément déterminant. Vous avez vu les derniers communiqués d'Oxfam qui montrent que 67 personnes, 58 hommes et 9 femmes, ont un patrimoine égal à celui de la moitié de l'humanité. Cela montre un peu l'ampleur de cette question qui est de plus en plus forte en Afrique ; c'est-à-dire que l'Afrique est plus riche qu'il y a cinquante ans quand on prend les critères classiques des économistes, c'est-à-dire le produit intérieur brut, le revenu national, quand on prend ça, on voit que l'Afrique est beaucoup plus riche, même par habitant, mais les inégalités sont de plus en plus grandes. Comme dit un très grand économiste indien : « Le problème de la pauvreté, ce n'est pas les pauvres, c'est les riches ». Et donc ce qu'on voit aujourd'hui en Afrique, c'est des inégalités avec la montée en puissance de classes, de couches sociales très riches. C'est vrai dans le monde entier. Le nombre de milliardaires devient très important en Afrique, dans beaucoup de pays. Effectivement, les sociétés en Afrique comme dans le monde se restructurent avec des couches, pas nombreuses, très riches, des couches très pauvres, et des classes moyennes qui ont beaucoup augmenté. Donc, les inégalités sociales, c'est une question très, très importante.

Deuxième question qui est aussi une contradiction très importante, c'est la contradiction écologique ; c'est quelque chose de nouveau dans la prise de conscience d'une certaine manière et qui a une conséquence, en Afrique comme ailleurs, c'est qu'on ne peut plus réfléchir de la même manière à la question du développement. Moi, quand j'ai commencé à travailler sur la question du développement, c'était assez simple, c'était la question économique et sociale et donc, le développement, on savait comment faire entre guillemets : on savait qu'il fallait industrialiser les pays, qu'il fallait redistribuer, qu'il fallait moderniser l'agriculture... A la limite, ce qu'on avait comme credo était assez simple, mais il a explosé ; il a explosé à partir d'une première idée, dès les années soixante, qui a été formalisée par Fernand Braudel qui a dit : « le système économique et social mondial est entré en contradiction avec l'écosystème planétaire ». Et c'est la première fois dans l'histoire de l'humanité qu'on ne peut pas réfléchir à l'avenir sans prendre en compte l'écosystème planétaire. Ce qui est très frappant c'est que, d'une certaine manière, la démonstration et la prise de conscience s'est beaucoup développée dans les dix dernières années, notamment avec la question du climat, de la biodiversité. Et cela, ça concerne évidemment le monde entier, mais cela concerne aussi particulièrement l'Afrique, notamment par le fait que les voies qui étaient imaginées comme les voies du développement, ou les futures étapes à construire sont remises en cause, sont à réinventer : il y a nécessité de réinvention. C'est à la fois une chance et une difficulté.

La troisième grande contradiction qu'on rencontre dans le monde c'est les contradictions géopolitiques. Effectivement, on est dans un monde dans lequel on est passé d'une certaine manière d'un monde qui était bipolaire jusqu'en 1989, dans lequel il y avait deux grands camps, les Etats Unis d'un côté, l'URSS de l'autre, à un monde qui, depuis 89 jusqu'à maintenant a été d'une certaine manière un monde unipolaire, comme le définit très bien Samir Amin, notamment, c'est le monde de la triade, Etats Unis, Europe, Japon, qui a occupé une position dirigeante dans le monde, à la fois économique, militaire, idéologique ; et, depuis une dizaine d'années, on est dans un monde à tendance multipolaire, dans un monde dans lequel il y a une réorganisation de l'équilibre des puissances, à la fois économiques, militaires, avec, notamment la montée en puissance des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du sud), et aussi d'autres pays qui suivent, les

cives (?), (Indonésie, Vietnam...) qui font qu'il y a, à la fois, dans chaque région, des rivalités internes aux régions, entre des pays qui essaient de devenir des leaders de la région, et qui, dans ce temps-là, dans un premier temps, accroissent les déséquilibres, et puis, d'un autre côté, la question d'une certaine inadaptation du système mondial par rapport à cette nouvelle situation.

La quatrième grande contradiction que l'on retrouve en Afrique, ce sont les contradictions idéologiques et culturelles ; c'est la montée en puissance de nouvelles idéologies, xénophobes, racistes... et, d'autre part, la montée en puissance des idéologies sécuritaires, la généralisation des états d'urgence, l'idée que, par rapport à la sécurité, la liberté n'est pas si fondamentale que cela. On le voit très fortement. Et c'est le fondement, c'est la deuxième chance, entre guillemets, des régimes qui, au début, s'étaient imposés par la force. Et donc la question porte notamment sur la sécurité. Mais le premier élément des contradictions idéologiques porte sur la question de l'égalité. Effectivement après une période qui a suivi la deuxième guerre mondiale et qui a été marquée par la valeur de l'égalité comme valeur centrale et qui s'est traduite, notamment, par l'idée des droits, notamment la déclaration universelle des droits, il y a aujourd'hui une idéologie que l'on voit dans beaucoup de pays du monde, illustrée par Trump, mais pas seulement, par la montée des idéologies fascisantes, en Inde récemment, en Hongrie, et qui s'est fondée sur une reconquête culturelle, de l'hégémonie culturelle. Et cette idée, c'est que les inégalités sont naturelles et normales, ce qui remet en cause la question des droits, l'idée de droits, de différentes manières. Cela touche tout le monde mais dans lequel l'Afrique finalement n'est pas en pointe ; ce n'est pas elle qui a remis en cause l'idée des droits et des inégalités. Cela a commencé par la Tunisie, les printemps arabes, l'Egypte, le Yémen, etc... Ensuite c'est passé avec les indignés en Espagne, en Grèce, au Portugal. Après, ça a traversé l'Atlantique pour donner naissance aux occupy, occupy wall steet, occupy London... Et puis après, ces grands mouvements populaires qui étaient à chaque fois des manifestations avec des millions de personnes : à Istanbul sur la question du parc, la privatisation du centre ville ; ça s'est passé au Chili avec des étudiants, au Québec avec les bérêts rouges, au Sénégal avec Y'en a marre. Et qu'est-ce qu'il y a de commun à toutes ces manifestations ? C'est le refus de la corruption. Ces manifestations ont un mot d'ordre, le refus de la corruption. La dernière en date, c'est la Roumanie ; juste avant, la Corée du sud, l'Inde avec un mouvement du parti des gens ordinaires. Et, en fait, la corruption, c'est très important, parce que la corruption, ce n'est pas le bakchich ; c'est aussi le bakchich, bien sûr... ; ce n'est pas le détournement. La corruption c'est la fusion entre les classes financières et les classes politiques. Pourquoi ? Parce que cette fusion réduit, démolit l'autonomie du politique. Parce que, auparavant, il y avait un équilibre, qui était l'équilibre des démocraties occidentales, peu importe comment on les appelle, entre le pouvoir politique et le pouvoir économique. S'il n'y a plus de différence entre le pouvoir politique et le pouvoir économique et que c'est le pouvoir financier qui dicte sa loi au pouvoir politique, le politique n'a plus de sens, sauf de profiter du pouvoir économique. Et donc, la conséquence c'est la défiance des peuples par rapport au politique ce qui explique la montée des nouvelles idéologies. Ça c'est très vrai en Afrique, mais ce n'est pas vrai qu'en Afrique. On vous dira : l'Afrique c'est la corruption ; il n'y a pas plus de corruption en Afrique qu'ailleurs. Elle n'est pas différente de nature. Mais comme les états sont plus

jeunes, ça se voit plus. On peut regarder chez nous, on ne peut pas dire que ce soit très différent.

Donc l'Afrique est confrontée à l'ensemble des problèmes auxquels le monde est confronté. C'est très important de comprendre ça. A partir de ce constat on peut savoir quelles sont les spécificités de l'Afrique. Finalement on peut se poser une autre question : quels sont les avenir possibles pour le monde, mais aussi pour l'Afrique ?

Quelle est la situation de l'Afrique dans cette situation globale ?

En fait, l'Afrique a beaucoup amélioré ses positions. Par ailleurs, les contradictions propres, spécifiques à l'Afrique se sont également accentuées. Donc, elle a amélioré ses positions sur le plan économique et elle a aggravé ses contradictions au sens politique. Elle a amélioré ses positions : jusqu'en 2000 et 2010, on était dans ce qu'on appelle l'afropessimisme : l'Afrique va mal, c'est foutu, c'est plus pourri qu'ailleurs, plus corrompu qu'ailleurs ; elle s'en sortira jamais... Depuis 2010, avec d'ailleurs parfois des exagérations, on est plutôt dans une période d'afro optimisme. Alors, c'est défini de la manière suivante. Je suis par ailleurs un des organisateurs d'une manifestation qui s'appelle Africités qui est la rencontre des maires africains : tous les trois ans, les maires africains se rencontrent ; ce sont les associations nationales de maires qui organisent une rencontre des maires du continent ; c'est le seul continent qui le fait. Il y a 15 000 maires en Afrique ; il y en a 1 500 à 2 000 qui se réunissent pendant une semaine pour réfléchir sur leurs affaires. Et la dernière fois, c'était, en 2015, à Johannesburg, - la fois d'avant, c'était en 2012 à Dakar - ; on se réunit dans chacune des sous-régions. Et la dernière fois à Dakar, il y a 100 maires chinois qui sont venus rencontrer les maires africains. Parce que les maires africains disent nous invitons, les autres n'invitent pas. Et puis il y avait quelques maires d'Amérique latine ; il y avait aussi des maires turcs. Et les maires chinois ont décidé de venir : ils étaient 100. Il y a eu des rencontres entre les maires. Le président des maires chinois a dit : « l'avenir, c'est l'Afrique. C'est pour cela que nous sommes là. Aujourd'hui, c'est nous. - C'était plus poli dans sa manière de parler, mais enfin... - Mais, dans 20 ans, c'est l'Afrique. Pourquoi ? Dans 20 ans, c'est l'Afrique ; dans 20 ans l'Afrique occupera la position que nous occupons, nous, Chine, aujourd'hui, à l'échelle mondiale. La Chine est vivante aujourd'hui : c'est nous, c'est les chinois ». (C'est un chinois qui parle). Il dit : « aujourd'hui, c'est l'heure de la Chine. (Vous savez, il y a une très belle chanson africaine..., c'est l'heure de l'Afrique). Et donc, pourquoi ? Parce que la jeunesse du monde est en Afrique. Nous, nous n'avons plus la jeunesse en Chine. Donc, ça va être très difficile : ça crée beaucoup de problèmes quand on a beaucoup de jeunes, mais c'est l'avenir quand même. Deuxièmement, il a dit, les matières premières du monde et les ressources écologiques sont en grande partie en Afrique. Et puis, troisièmement, il a dit : les entrepreneurs africains sont très dynamiques ». Et c'est vrai. Si vous regardez l'explosion des grandes entreprises africaines, des multinationales africaines et aussi l'importance des entreprises petites et moyennes en Afrique, elle est considérable. Si vous voulez le voir, vous avez une revue dont on peut discuter d'ailleurs, qui a beaucoup d'informations quand même, c'est Jeune Afrique : chaque année Jeune Afrique fait un recensement des 500 plus grandes entreprises africaines, multinationales africaines, pas multinationales en Afrique ; il y a une différence entre les deux. Mais justement, au cours des 10 dernières années, il y a eu un investissement des multinationales très fort en Afrique et en même

temps une montée en puissance des grandes entreprises africaines. Et puis il a terminé en disant la culture africaine est très vivante. Et il a ajouté : « à une condition, c'est que les états africains conduisent une gouvernance publique qui permette à l'Afrique de résister ». C'est intéressant ce regard extérieur sur l'Afrique. Et en disant, nous, en Chine, on peut beaucoup critiquer l'état chinois, mais s'il n'y avait pas eu une politique publique chinoise, il n'y aurait jamais eu de développement de la Chine. C'est ce que disent les indiens aussi d'ailleurs. L'Inde dit la même chose. Ce n'est pas le même type d'état, mais c'est la même position.

C'est une image intéressante sur l'avenir de l'Afrique. Mais, évidemment, avec beaucoup de contradictions, notamment la montée des inégalités l'Afrique est un continent dans lequel il y a beaucoup plus de riches mais beaucoup plus de pauvres. Et effectivement, une des plus grandes concentrations de pauvreté est en Afrique parce que la croissance est beaucoup plus récente. Pour donner un indicateur parmi d'autres, en Afrique 60% de la population urbaine vit dans des bidonvilles, alors que dans le reste du monde, c'est 15%. Une des raisons c'est que la croissance urbaine a été une des plus fortes et des plus rapides. Les deux seuls continents dans lesquels la croissance est la plus forte c'est l'Asie du sud, Bangladesh et Pakistan et l'Afrique. Pour vous donner un exemple, un chiffre : dans les 20 prochaines années, il va y avoir 400 millions d'urbains de plus. Donc, il y a une explosion des villes. La population des villes va devenir, en 2030, majoritaire dans la population africaine. Et donc il y a un bouleversement de l'espace africain avec une montée en puissance de ces villes. Il va y avoir environ 1 milliard 300 millions d'urbains ; avec des problèmes complètement fous : comment loger, comment faire vivre, comment accueillir 400 millions d'habitants en plus, c'est-à-dire trois fois plus qu'il en existe actuellement ? Donc, c'est un défi énorme.

Il y a ce double aspect : l'aspect d'une évolution extrêmement rapide avec des dynamiques, mais des dynamiques qui sont incontrôlées et qui accroissent les difficultés. Il faut penser ce que beaucoup de gens appellent : le démarrage de l'Afrique. L'Afrique est le continent qui accueille aujourd'hui le plus de multinationales. Avec des contradictions évidemment, parce que beaucoup de ces multinationales viennent sur la question des matières premières et des ressources écologiques. Alors que justement la nouvelle pensée, la nouvelle réflexion sur le développement est une réflexion à la fois sociale et écologique avec, y compris, la montée en puissance de toute une série de réactions par rapport à cette évolution, notamment la question de l'extractivisme. Vous savez ce que c'est l'extractivisme ? C'est le fait qu'effectivement, dans l'évolution du climat une bonne partie vient des émissions de carbone et donc les formes d'énergie classiques sont des énergies fossiles. Il y a tout un courant que l'on voit en France à travers Notre Dame des Landes, etc, qui consiste à dire : laissons les énergies fossiles dans le sol et développons de nouvelles sources d'énergie. La question des matières premières est une contradiction : c'est une source de richesses et une source de dangers et de pauvreté. Et l'Afrique est au centre de cette contradiction. Mais elle n'est pas au centre de cette contradiction parce qu'elle est africaine ; elle est au centre de cette contradiction parce que c'est une contradiction mondiale qui est particulièrement forte en Afrique ; dans laquelle l'Afrique joue un rôle extrêmement important. L'Afrique joue un rôle très important dans toutes les nouvelles contradictions mondiales. C'est pourquoi je dis que c'est contradictoire. On peut en sortir par d'énormes bienfaits ; on peut en sortir par d'énormes malheurs.

D'où se pose la question que vous avez posée effectivement : comment maîtriser ces développements ? A partir de plusieurs questions qui sont posées : la question notamment du pouvoir, des pouvoirs, des formes de pouvoir, des états ; et la question des sociétés civiles qui apparaît comme un contrepoids par rapport aux évolutions dominantes des pouvoirs. Mais contrepoids contradictoire, nous le savons, car il peut aussi être récupéré. Donc la société civile est un espoir de construction plus démocratique, de participation des populations ; mais elle peut aussi tout à fait être récupérée et utilisée par les pouvoirs dominants, que ce soit les pouvoirs politiques ou les pouvoirs économiques. On est vraiment dans cette situation : cela donne plus de liberté ; mais la liberté ce n'est pas toujours facile à vivre. C'est pour donner un exemple de l'Afrique qui bouge énormément et de manière extraordinaire et qui est au centre de toutes les grandes questions mondiales. Elle est au centre de la question écologique puisque les ressources écologiques sont en Afrique, en grande partie ; elle est au centre de la question des migrations ; mais cela, c'est de l'histoire ancienne. Vous savez : un monde sans migrant, ça n'existe pas ; c'est une utopie intégrale. Le monde a toujours été un monde de migrations. Les premières grandes migrations que ce soit Neandertal ou homo sapiens sont venues d'Afrique. Donc l'Afrique continue d'être un des réservoirs de la migration et de la migration dans le monde. Il y a là un élément très important. Et l'Afrique est donc au centre de toutes ces questions et c'est un continent d'une très grande invention ; on le voit notamment sur le plan culturel. Regardez par exemple où se fait le renouvellement du français comme langue. C'est en Afrique et au Québec. Parce que les nouvelles langues renouvellent et les anciennes langues ne renouvellent pas. Par exemple, une des grandes difficultés du français est le français comme langue internationale, notamment sur internet et l'adaptation du français se fait beaucoup par des auteurs africains, par la littérature africaine. Parce que, eux, ils osent transiter. Je me rappelle une chanson que j'avais entendue et qui m'avait interpellé, une chanson de Côte d'Ivoire qui était : nous sommes tous cadavérés. Il faut oser, il faut oser faire évoluer une langue. L'innovation culturelle africaine est extrêmement forte. Et l'Afrique est un continent qui évolue très vite comme le reste du monde d'ailleurs ; parce qu'une des grandes évolutions du monde est que les sociétés dans lesquelles nous vivons sont des sociétés de plus en plus scolarisées. Vous savez, en 1969, les étudiants quand ils se sont révoltés ne représentaient que 20% de la classe d'âge en France. Aujourd'hui, 80% des jeunes arrivent de l'enseignement secondaire. 20% ; 80% ; en 50 ans ; c'est rien 50 ans. En Afrique c'est pareil. Je me rappelle très bien qu'en 1964, au Congo Kinshasa, il y avait trois bacheliers dont deux à Bruxelles et un à Léopoldville, ce n'était pas encore Kinshasa. Aujourd'hui il y a des centaines de milliers de jeunes congolais dans l'enseignement supérieur au Congo. Donc, ce ne sont pas les mêmes sociétés. Evidemment, comme il y a un problème d'emploi par rapport à l'évolution démographique une bonne partie deviennent des diplômés chômeurs et ils sont précarisés, comme en France, comme ailleurs dans le monde, comme au Chili... Une bonne partie des mouvements de 2011, c'est la révolte des diplômés chômeurs. C'est une des grandes questions mondiales aujourd'hui. Vous savez que les migrants qui viennent d'Afrique et du Moyen Orient ont un niveau moyen d'études très supérieur à celui de la population française. Ils occupent des emplois moins qualifiés mais ils ont une formation supérieure : ils sont médecins, mais ils sont utilisés comme infirmiers... Il faut comprendre que nous sommes dans cette évolution et du rôle que l'Afrique joue par rapport à cela.

Finalement je passe par-dessus la période de décolonisation. Mais, je voudrais revenir sur les défis d'avenir qui concerne l'ensemble du monde et l'Afrique. Je vous ai dit qu'il y a des choses spécifiques à l'Afrique. Mais, pour comprendre ce qui se passe en Afrique, il faut comprendre ce qui se passe dans le monde parce que ce sont les mêmes défis.

Les défis d'avenir

Le défi principal qui se pose au monde, c'est la question de l'épuisement du système dominant économique, de ce qu'on appelle pour simplifier le néolibéralisme depuis 1977, 1980. Et donc la logique dominante c'est la logique du capitalisme financier. Nous le voyons un peu partout, c'est à peu près clair. Ce sont les mêmes politiques partout. Ces politiques ont été expérimentées au Chili et en Afrique. C'est Milton Freedman qui a conduit au Chili l'idée du néolibéralisme et qui, pour l'imposer, s'est appuyé sur la dictature de Pinochet. En Afrique, ça a pris la forme des plans d'ajustement structurel et de la dette. Dès 1977 on a imposé à l'Afrique qui sortait de la décolonisation des nouvelles politiques économiques qui ont ensuite été imposées dans le monde entier, notamment ici sous l'appellation de « plans d'austérité ». C'est quoi cette politique ? Il faut la comprendre car elle est toujours dominante. La question est la suivante : il faut ajuster structurellement chaque société au marché mondial des capitaux ; c'est pour ça d'ailleurs qu'on l'appelle plans d'ajustement structurel. Donc ce qu'on dit c'est : si vous voulez connaître de la croissance – ce qui est déjà quelque chose de contesté ; mais en 77 ce n'était pas contesté - si vous voulez connaître de la croissance, cette croissance résultera de l'investissement en capitaux. Où sont les capitaux ? Ils sont dans les grandes entreprises multinationales. Donc si vous voulez une croissance il faut que les multinationales puissent investir où elles veulent ; et si vous voulez qu'elles investissent où elles veulent, il faut qu'elles puissent retirer leurs bénéfices quand elles veulent. C'est cela l'ajustement structurel. C'est toujours ce qui est dominant ; c'est ce qui donne aujourd'hui les traités de libre échange, etc... Et donc il faut réduire le poids politique des états. Par exemple, dans les traités de libre échange, il est dit qu'un état ne peut pas imposer quelque chose à une entreprise, même chez lui, et que - la première fois que ça a été fait c'était en 1997 ; la formule a un peu changé mais c'est la même chose - : une entreprise peut demander à un état de l'indemniser si elle ne fait pas un bénéfice aussi important que celui qu'elle espérait. Ça a été appliqué : à un moment donné, le Canada avait imposé un nouveau règlement sanitaire ; les entreprises pharmaceutiques l'ont attaqué devant l'OMC comme étant contraire aux bénéfices qu'elles espéraient pour leurs médicaments parce qu'il avait retiré leurs médicaments de la liste autorisée. Et elles ont gagné ! C'est cela la logique de l'ajustement structurel : c'est très important à comprendre : on peut investir comme on veut.

Et pour faire passer cette idée de l'ajustement structurel, on s'est appuyé sur la dette. Pour ceux que cela intéresse il y a un très beau livre de David Graeber qui s'appelle : Cinq mille ans de dette, dans lequel il montre que la dette a toujours été une manière de maîtriser les peuples et, notamment, de les conduire à l'esclavage. Donc, effectivement, la dette a été utilisée pour imposer les plans d'ajustement structurel – et ça existe toujours, ce n'est pas de l'histoire ancienne - et elle a détruit l'Afrique, elle a détruit les états africains. Et donc elle a renforcé aux états africains le recours à des régimes autoritaires. Je me rappelle que, quand je commençais à travailler sur le problème des villes africaines, un jour, j'avais été invité à un séminaire à Niamey et je parlais de la démocratie ; quelqu'un

m'a dit : « mais vous parlez de démocratie, qu'est ce que c'est pour vous la démocratie ; donnez-moi un exemple... » ; et j'avais dit : « écoutez, quand pour devenir ministre ou président ce sera plus intéressant d'avoir été maire d'une grande ville que capitaine d'un commando de parachutistes, ça sera un petit progrès dans la démocratie ». Je suis très mal tombé : silence glacial dans la salle ; les deux tiers des maires qui étaient là étaient des militaires qui n'avaient pas été élus. Il y a une évolution quand même : aujourd'hui, sur les 15 000 maires africains, il y en a dix ou douze mille qui sont élus. J'ai été sauvé par le maire de Dakar qui a dit : « Gus, tu ne changeras jamais ! » et tout le monde a éclaté de rire.

Les états ne sont pas autoritaires par nature ; ils le sont parce qu'on leur a permis de l'être, parce qu'on a construit les conditions qui faisaient qu'ils pouvaient l'être. Donc si on veut des états démocratiques, il faut reconstruire les conditions pour que la démocratie soit possible.

Alors, je vais terminer par les grandes questions d'avenir auxquelles est confrontée l'Afrique, comme la France, comme nous tous.

Je pense que nous sommes dans une situation de rupture idéologique et politique majeure. Nous sommes en route vers une autre civilisation, contradictoire, comme je l'ai dit ; ce n'est pas le paradis devant nous. Parce que, en fait – je vais vous expliquer comment je suis arrivé à cette conclusion : d'habitude j'utilisais une formule pour expliquer dans quelle situation sommes-nous ; et je vais vous citer un philosophe et politique Antonio Gramsci, le fondateur du parti communiste italien ; il est mort en 1937 parce que Mussolini l'a mis en prison où il est resté douze ans et où il est mort ; il disait : « le vieux monde se meurt ; le nouveau monde tarde à apparaître ; et dans ce clair obscur surgissent des monstres ». Je trouve que c'est une très belle phrase, malheureusement d'actualité. Le monde se meurt... : tout le monde peut voir, comprendre. Les monstres sont là... Mais, c'est où le nouveau monde ? Or, je pense que le nouveau monde il est en cours, il est présent parce que les sociétés ne se transforment pas par un grand soir. Il y a des gens qui pensent que 1789, le 4 août... après... Non, ce n'est pas vrai. 1789... : la bourgeoisie a mis quatre siècles pour monter en puissance. A un moment donné, il y a des dates importantes. Quatre siècles : avec la bataille de Philippe Auguste qui, pour la première fois, avait mis en avant la noblesse de robe qui s'est associée à une partie de la bourgeoisie ; il y a la montée : ça prend du temps, ça prend beaucoup de temps. Et dans le monde aujourd'hui, qu'est-ce qui est en train de changer ? Nous avons cinq révolutions en cours ; mais ce sont des révolutions longues, qui prennent dix, vingt, trente ans. Et ces révolutions, comme elles sont inachevées, comme elles sont en cours, elles produisent beaucoup de violence. Je vais juste les citer, je n'ai pas le temps de les développer :

Cinq grandes révolutions

La première révolution qui est une révolution incroyable est la révolution des femmes. Si vous regardez les quarante ans en arrière, vous voyez comment des rapports sociaux millénaires sont mis en cause. Mais, évidemment, comme elle n'est pas achevée, elle produit beaucoup de violence, elle produit beaucoup de refus, d'un certain nombre d'états, de religions, de certaines sociétés, de certaines familles. Donc, voilà : premier exemple de ce nouveau monde. Ça concerne beaucoup l'Afrique, quand on voit la place de plus en plus importante qu'occupent les femmes africaines dans les sociétés africaines...

Deuxième révolution, en cours : c'est la révolution des droits des peuples. Là nous rentrons dans une deuxième phase de la décolonisation. La décolonisation n'est pas achevée. Parce que la décolonisation c'était une histoire formidable dans l'histoire de l'humanité. C'est l'idée que chaque peuple a le droit de participer à son histoire et de participer à l'histoire de l'humanité. Vous vous rendez compte : c'est une révolution philosophique, intellectuelle incroyable. La première phase de la décolonisation c'était l'autodétermination et l'indépendance des états : elle a été réussie ; effectivement, on y est arrivé. Mais elle est arrivée à ses limites parce que l'indépendance des états, ce n'est pas la libération des peuples ; Et la question se pose aujourd'hui : comment passer de l'indépendance des états à la libération des peuples ? Question qui ne concerne pas que l'Afrique, qui concerne le monde entier. Et donc nous avons une deuxième phase qui concerne le droit des peuples et qui pose toute une série de nouveaux problèmes, notamment, par exemple, la question de l'identité. Vous savez que quand il y a eu en France le débat sur l'identité nationale, il y a un grand poète - malheureusement mort il y a quelques années -, Edouard Glissant, qui a dit : bien sûr, il y a l'identité nationale, mais il n'y a pas que l'identité nationale ; il y a des identités multiples ; chacun a des identités multiples ; pourquoi l'obliger à choisir une parmi les autres ? C'est lui qui définit comment il veut se dire – notamment aujourd'hui avec la question des migrants, la question de la minorité nationale - . Donc, cette question de l'identité, des identités multiples est tout à fait nouvelle et difficile. On voit la montée des nationalismes et de populismes qui la remettent en cause justement.

La troisième grande révolution que nous vivons c'est une révolution philosophique : c'est la révolution écologique. C'est l'idée que, contrairement à ce qu'on pensait depuis cinq siècles, le temps n'est pas infini ; on vit dans un temps fini. Et donc, cela ça change tout et cela met par terre tous les modèles de développement qu'on a.

La quatrième grande révolution que nous vivons, c'est la révolution numérique qui n'est pas simplement une nouvelle technologie. La révolution numérique, ça touche au langage et à l'écriture ; donc, c'est civilisationnel d'une certaine manière. On voit bien comment les nouvelles générations se saisissent du numérique pour inventer des nouvelles cultures

Et la cinquième grande révolution que nous vivons, c'est la révolution du peuplement de la planète. Parce que les migrants, ce n'est pas une crise migratoire, c'est l'histoire de l'humanité. Et donc, aujourd'hui, cette question des migrants, c'est une contradiction entre deux droits : le droit de vivre et travailler au pays qui est un droit fondamental ; et le droit de circuler librement, de s'installer librement qui est un autre droit fondamental. Donc, nous avons là aussi une révolution philosophique qui touche aussi à la question - qui est en cours mais avec beaucoup de difficultés... Par exemple, en Afrique, il y a beaucoup de progrès sur le rapport entre la communauté, la nation, la sous région, le continent, le monde. Par exemple, vous savez que les grandes sous régions africaines, l'UMOA pour l'Afrique de l'ouest, la SADC pour l'Afrique australe, dans lesquelles il y a une dizaine d'états, acceptent le principe de libre circulation et d'établissement, un peu comme l'Union européenne. Donc une des manières de résoudre ces contradictions entre le droit de vivre et de travailler au pays et le droit de circuler, elle peut se faire par la construction de grandes choses.

Je n'ai pas répondu à toutes vos questions ; mais vous-mêmes vous pouvez y répondre et puis on va en parler maintenant : il nous reste un quart d'heure une demi-heure.

QUESTIONS

Q : Nous sommes dans une période très importante en France, la période des élections, je voudrais que nous dises quelque chose sur ce lien entre ces candidats, ces projets et cette importance de vivre au niveau mondial avec cette liberté de circulation et d'autres aspects qui touchent la politique extérieure.

C'est évidemment une opinion personnelle. Je trouve qu'on est dans une période de grand questionnement identitaire et notamment, la France et l'Europe – je ne parle pas de l'Europe comme institution européenne, je parle de l'Europe comme grande région – sont confrontées à cette question : comment réagir par rapport à la situation dans laquelle on est ? Quel est l'avenir possible ? Et notamment l'Europe se retrouve face à cette situation et la France également de l'incertitude de l'avenir parce que le passage d'un monde unipolaire à un monde multipolaire ne se fait pas facilement. Il se fait notamment par l'insécurité qui monte dans beaucoup de régions. Je pense que c'est cette question qui est devenue dominante en France aujourd'hui et que l'on voit dans ces élections-là ; et comme la France n'est pas dans une situation dans laquelle elle peut se proclamer comme le centre du monde, un impérialisme nouveau, elle est obligée de se poser la question plutôt en termes d'alliance.

Jusqu'à maintenant les courants de solidarité internationale ont été très forts en France et se sont plutôt exprimés sur l'idée qu'on peut changer le monde pour aller vers un monde plus égalitaire, plus équilibré, etc... Aujourd'hui, on est confronté à l'idée que ce n'est pas possible ; la question n'est pas à l'ordre du jour au niveau mondial. Et donc ça se traduit par le fait que la solidarité internationale est sortie des radars. Elle est sortie des radars des politiques publiques parce que la montée des intégrismes, des nationalismes, etc, fait que l'international... d'abord notre intérêt, puis, après, on verra. Vue à très court terme ; mais il y a des gens qui pensent que le long terme c'est la fin de leur vie... Et la solidarité internationale est sortie également des radars du débat de la société à cause de la montée des nationalismes, de la xénophobie, comme j'ai dit tout à l'heure, avec les migrants comme bouc émissaire. Mais la solidarité comme valeur, comme pratique, elle existe dans la société quand même. Elle est forte, beaucoup plus forte qu'on le pense. Les médias n'en parlent pas beaucoup mais elle est plus forte qu'on le pense. Le problème c'est qu'elle est absente des médias et absente du débat pour la présidentielle, mais elle est présente dans la société. Donc, c'est nous qui sommes interpellés. Comment nous faisons pour que cette question retrouve sa place ? Par exemple, le CRID qui est notre association commune est en crise à cause de cette question-là.

Parce cette question rejoint une autre qui a été posée, la question du plaidoyer. Il y a deux conceptions du plaidoyer : une conception du plaidoyer qui consiste à s'appuyer sur la raison et le bon sens : aller voir les dirigeants, leur expliquer : c'est votre intérêt quand même... ; ce serait bien d'être un peu solidaires... ; c'est plus sympa... Et puis, il y a le plaidoyer, mobilisation. A Barcelone, 160 000 personnes sont descendues dans la rue pour dire : on en a marre qu'on empêche les réfugiés d'arriver. Ca c'est du plaidoyer aussi. Et donc les sociétés existent beaucoup plus qu'on ne le pense. Voyez, il y a un certain nombre de grandes villes, pas toutes parfaites d'ailleurs, aux Etats Unis qui se sont déclarées « Villes ouvertes », villes refuges par rapport à la politique de Trump. J'ai reçu un

mail d'une militante de Hongrie me disant : c'est vrai que, quand on voit toutes ces populations à la télé... mais personne ne raconte l'histoire des hongrois qui sortent dans la rue pour accompagner les migrants et les protéger. Je pense que ce débat n'est pas, mais c'est notre faute. C'est à nous de rappeler nos valeurs : la solidarité est une valeur et la solidarité internationale ce n'est que la dimension de la solidarité. Donc la solidarité, elle commence dans les quartiers, en France ; elle commence par rapport aux pauvres en France ; elle commence par rapport au racisme, aux discriminations. On ne peut pas couper la solidarité. La solidarité, ce n'est pas l'aide ; la solidarité internationale, c'est la justice. C'est cela l'élément que nous devons mettre en avant. Et effectivement, la solidarité internationale, c'est aussi des pratiques, des pratiques de partenariat, des pratiques de reconnaissance, des pratiques de vie commune. C'est malheureusement catastrophique sur ce que cela révèle par rapport aux forces dominantes de l'idéologie en France, comme dans beaucoup de parties du monde. Mais, à la limite, si nous ne faisons rien... Vraiment, il faut se rendre compte que les sociétés existent beaucoup plus qu'on ne le pense mais ces nouvelles forces politiques jouent justement sur des angoisses. Je vais donner un exemple : j'avais écrit un article deux mois avant la victoire de Trump. Je disais : prenez un électeur de Trump, homme blanc, classe moyenne, Dakota. Il regarde autour de lui : qu'est-ce qu'il voit ? Les indiens sont toujours là ; les noirs sont de plus en plus revendicatifs ; les latinos vont devenir majoritaires veulent leur part du pouvoir : il le sait, l'Amérique n'existe plus ; donc, il se révolte, il prend son fusil et il élit Trump. Donc, c'est à nous de dire ce qu'on veut

Q/ Les régimes autoritaires ont bénéficié de conditions favorables. Quelles seraient les conditions pour créer des démocraties ? Est-ce que vous pensez que le peuple peut se libérer ou bien est-ce que ça va encore dépendre de ceux qui tiennent la bourse ?

Q/ Au niveau des défis nous avons le défi religieux : qu'est-ce que cela représente dans la mondialisation ?

Vos questions sont très intéressantes. Evidemment, je vais répondre de façon lapidaire. Effectivement, les états sont autoritaires, c'est parfois des dictatures, mais pas toujours : c'est souvent des états autoritaires, plutôt que des dictatures, qui sont très répressifs. Evidemment, le peuple peut jouer un rôle, et même, la seule chance, c'est que le peuple joue un rôle. C'est ça l'élément clé. Je vais prendre un exemple sur le Brésil pour montrer qu'on peut ne pas se référer qu'à la question de la France. Il y a un grand débat – il y a eu toujours un grand débat au Brésil – mais il est encore plus fort aujourd'hui parce que le nouveau président, Temer, c'est un peu l'équivalent de Trump, sur la question : comment on peut construire une démocratie et comment le peuple peut dire son mot ? Dans ce débat, il y a deux idées. La première idée, c'est que la démocratie ce n'est pas uniquement formel ; c'est aussi formel, bien sur, ça doit être institutionnel ; mais la démocratie ce n'est pas d'adopter la définition des formes de la démocratie qu'on peut connaître par exemple en France. Parce que, finalement, ce qui compte, ce sont les valeurs qui sont portées et la manière dont on lutte contre les inégalités, les discriminations ; la démocratie, c'est d'abord lutter contre les inégalités et les discriminations. On peut inventer des nouvelles formes démocratiques mais on ne peut pas non plus faire passer pour démocratiques des formes qui seraient inégalitaires, discriminatoires, autoritaires. La question c'est : où la société civile peut-elle jouer un rôle ? Si vous voulez, globalement, jusqu'à maintenant, dans les démocraties occidentales, elle reposait sur la séparation des pouvoirs qui était une manière de définir l'équilibre entre le

pouvoir économique et le pouvoir politique. Mais aujourd'hui nous avons un équilibre dans lequel le pouvoir économique a complètement surpassé le pouvoir politique. Mais, il y a aussi un autre élément, c'est qu'il y a d'autres acteurs qui sont montés en puissance, et notamment, il y a deux autres acteurs qui sont montés en puissance : l'un c'est la société civile et l'autre ce sont les collectivités locales. Quand j'étais jeune, on avait une définition des collectivités locales, on les appelait : les appareils décentralisés de l'état. Donc, les collectivités locales ce sont des alliés d'une certaine manière. Comment on peut changer la société ? Il y a deux moyens de changer la société : l'un c'est d'investir les chefs d'entreprises ; l'autre, c'est de prendre le pouvoir d'état et de changer les règles. On voit qu'aucun des deux tout seul n'est suffisant et même la combinaison des deux est remise en cause. Les sociétés civiles se sont dégagées de l'état d'une certaine manière comme représentants du peuple et donc, il faut qu'elles trouvent leur forme et leurs propositions ; et les collectivités locales sont aussi les réseaux de l'état. Donc aujourd'hui, je pense que les peuples s'expriment aussi à travers les sociétés civiles et que c'est une des chances de l'avenir mais qui nécessite beaucoup d'imagination et d'invention de nouvelles formes ; à la fois pour aller plus loin dans des nouvelles formes de démocratie et en même temps pour éviter la récupération soit par l'état, soit par les entreprises. Actuellement, il y a plein d'associations créées par des entreprises ; il a beaucoup d'associations qui deviennent des entreprises. Il y a des contradictions dans le mouvement associatif. C'est une des questions les plus importantes et ce que l'on voit en Afrique c'est une vivacité extraordinaire des sociétés civiles et qui a l'avantage d'inventer, y compris des formes d'inventions nouvelles dans leurs rapports entre société civile et communautés ce qui est également un élément très important pour l'évolution des communautés et pour l'évolution des sociétés civiles. On peut donner beaucoup d'exemples. Un exemple magnifique sur les capacités de création des sociétés civiles africaines : si vous allez dans les foyers de la région parisienne des travailleurs immigrés, vous verrez des formes de société civile nouvelles liées à leurs villages et qui inventent des nouvelles formes de partenariat extrêmement importantes et qui sont en même temps des évolutions des villages et des évolutions à l'intérieur des communautés. Entre le chef de village, le délégué syndical, le responsable d'association, etc... il y a de nouvelles formes en cours d'invention. Une des dirigeantes de foyer SONACOTRA, Madame Cissé, est rentrée en Afrique pour créer une association qui s'appelle le REPA (?) qui est une association de femmes sur les marchés qui est devenue, au Sénégal, une très importante association, vivante, nouvelle, active. Donc, la société civile, il faut la prendre comme une invention.

La deuxième question est aussi très importante. Je dirai : il y a des extrémismes qui ne sont pas que religieux. Il y a une montée des extrémismes et il y a une montée des extrémismes religieux, parce que les mouvements religieux font partie de la société ; ils suivent un peu les mêmes évolutions dans toutes les religions. Les questions sécuritaires que nous vivons actuellement : à la fois, les dangers, réels – terrorisme... - et la montée des politiques sécuritaires créent une situation qui est extrêmement difficile. Par rapport à l'extrémisme religieux, il y a aussi de bonnes nouvelles ; une des bonnes nouvelles est que le pape a invité les mouvements sociaux mondiaux. En France, il y a un mouvement social qui a été invité, c'est le DAL, le Droit au Logement. Toute la presse italienne informe : le pape invite les forums sociaux. La première personne qui a parlé avec le pape de cette proposition, qui a aidé à l'organiser, c'est le fondateur du mouvement des sans terre au Brésil ;

beaucoup de personnes des forums sociaux se sont retrouvés. Dans toutes les religions vous avez des gens, par exemple, par rapport à la montée des extrémismes, la religion juive, vous avez beaucoup de mouvements qui combattent la politique d'Israël et qui soutiennent la Palestine. Vous avez aussi chez les musulmans des débats et des pratiques extrêmement intéressantes et nouvelles. Le Secours Islamique de France a adhéré au CRID avec le Secours catholique et le Secours populaire. C'est une question réelle à laquelle doivent répondre les sociétés.

Q/ autour de la pauvreté et des inégalités (j'ai très mal entendu le contenu de la question pas claire à l'enregistrement).

On ne peut résumer un problème aussi important à l'échelle d'une communauté. C'est comme la question des migrants : il y a qu'à réduire la pauvreté, il n'y aura plus de migrants... Mais évidemment, c'est une cause ; on se coupe de toute possibilité de répondre à la situation. Il y a d'autres causes : c'est aussi l'exaspération par rapport à l'idéologie dominante. Ce n'est pas seulement la situation de pauvreté parce qu'une grande partie des gens qui se révoltent, ce n'est pas seulement des pauvres, il y a aussi beaucoup de classes moyennes, des personnes des « élites » entre guillemets. Donc, c'est aussi du à l'exaspération par rapport à cette politique folle comme je le disais tout à l'heure en reprenant la proposition d'Oxfam. Si vous regardez derrière le texte d'Oxfam, ils sont 67 qui possèdent la moitié des biens de l'humanité ; mais, il y a dix ans, ils étaient 150, 200. Donc les inégalités sont de plus en plus énormes et, d'autre part, l'élément très important c'est que les inégalités sont totalement liées aux discriminations. De mon point de vue, il faut retourner la question. Il y a des gens qui disent : pour lutter contre les discriminations il faut lutter contre les inégalités. Je dis : non ; il faut commencer par lutter contre les discriminations. C'est à cela que les gens sont confrontés. Donc, si vous luttez contre les discriminations, vous luttez contre les inégalités.

Je me rends compte que j'ai complètement oublié des rapports entre la France et l'Afrique, notamment de la FrançAfrique...